

3. Luites, revendications et stratégie écosocialiste

3.1 Un plan d'urgence écosocialiste

3.1.1. Une toute autre relation de l'humanité à l'environnement, basée sur le « prendre soin » des humains et de l'environnement, est une nécessité urgente. Le développement des sciences et des techniques crée des conditions objectives plus favorables que jamais mais une nouvelle relation des humains avec leur environnement ne peut se concrétiser que dans le cadre d'une toute autre relation des humains entre eux, nécessitant l'éradication totale et globale du capitalisme. Cette éradication est en effet la condition sine qua non d'une gestion rationnelle, économe et prudente des échanges de matières entre l'humanité et le reste de la nature.

3.1.2. La réponse à la destruction environnementale en général et au danger climato-négationniste en particulier n'est pas l'appui au capitalisme vert et à l'accord de Paris comme un « moindre mal », mais une politique mondiale d'urgence qui satisfait les besoins humains réels, c'est-à-dire les besoins déterminés non par le biais du marché mais par une délibération démocratique, permettant aux populations de se dégager petit à petit de l'aliénation marchande. Une telle politique a pour précondition de rompre avec la logique d'accumulation productiviste du capital par la mise en œuvre de profondes réformes de structures visant à supprimer la pauvreté et à faire reculer radicalement l'inégalité sociale ainsi que la sphère de la marchandise.

3.1.3. Les revendications clés dans cette perspective sont :

- la socialisation du secteur énergétique : c'est le seul moyen de sortir des fossiles et du nucléaire pour mener rapidement la transition vers un système renouvelable, décentralisé et efficace, selon les impératifs écologiques et sociaux ;
-
- la socialisation du secteur du crédit : elle est indispensable vu l'imbrication des secteurs énergétiques et financiers dans des investissements lourds et de longue durée, et pour disposer des ressources financières nécessaires aux investissements de la transition ;
-
- la souveraineté alimentaire et la protection de la biodiversité par la socialisation du sol, la réforme agraire, et le passage à une agriculture écologique et paysanne locale, de proximité, reconnue d'intérêt public, sans OGM ni pesticides, avec forte réduction de la production/consommation de viande et respect du bien-être animal : c'est un moyen décisif de baisser les émissions, d'augmenter les absorptions, de protéger la biodiversité, d'assainir l'environnement et de favoriser une prise de conscience écologique ;
-
- la socialisation de l'eau : elle est indispensable à une politique qui vise à supprimer les inégalités sociales et à promouvoir une agroécologie basée sur les paysans ;
-
- l'abolition du système des brevets, en particulier l'interdiction immédiate de breveter le vivant et les technologies de conversion/stockage de l'énergie. Un refinancement public significatif de la recherche scientifique et la fin des dispositifs qui soumettent la recherche à l'industrie
-
- l'abolition de la propriété privée des forêts et leur gestion publique en fonction des besoins de la biodiversité, de la gestion des ressources en eau, du stockage du carbone et de leur fonction sociale
-
- la reconnaissance des droits des peuples premiers
-
- la suppression des productions inutiles (armement e.a.), à obsolescence programmée ou nuisibles (pétrochimie, nucléaire), avec reconversion collective des travailleur-euse-s, sous contrôle ouvrier,
-
- le développement d'entreprises publiques visant la création d'emplois par la mise en œuvre de la transition écologique indépendamment du profit, sous contrôle ouvrier et citoyen (notamment dans les domaines de la production d'électricité, de la construction-isolation-rénovation des bâtiments, de la mobilité des personnes par la sortie du « tout-automobile », du recyclage des déchets et de la réparation des écosystèmes)
-
- la réduction collective radicale du temps de travail sans perte de salaire, avec baisse des cadences de travail et embauche proportionnelle : ensemble avec le développement du secteur public, c'est le moyen par excellence de concilier réduction de la production, création du plein emploi et prise en charge démocratique de la transition ;
-

- l'extension de la sphère de la gratuité des biens (produits alimentaires de base) et des services (transports publics, enseignement, soins de santé...)
-
- l'abolition des dettes publiques (sans indemnités, sauf pour les petits porteurs) et une réforme fiscale redistributive pour mettre le capital et les patrimoines à contribution ;
-
- au moins un pour cent du PIB des pays riches pour l'aide au développement. Distinction absolue entre cette aide et le respect des engagements concernant le Fonds vert (100 milliards \$/an), à réaliser sous forme de dons (pas de prêts). Gestion publique du Fonds vert, non par la Banque Mondiale mais par les représentants des pays du Sud, sous contrôle des communautés et des mouvements sociaux ;
-
- la taxation des transports internationaux, aériens et maritimes ;
-
- l'extension des droits d'organisation et de contrôle des travailleur-euse-s dans les entreprises, notamment sur les questions de santé au travail, de durabilité des produits, d'efficacité de la production, etc. Protection des lanceurs d'alerte sur ces questions au sein des entreprises ;
-
- un statut de réfugiés pour les victimes de catastrophes écologiques/climatiques, la liberté de mouvement et d'installation et le plein respect des droits démocratiques pour les réfugié-e-s en général ;
-
- une réforme urbaine de long terme, visant à casser la spéculation foncière, à « désartificialiser » la ville (agriculture urbaine) et à libérer de la voiture au profit des transports en commun, du maraîchage communautaire et de la mobilité douce ;
-
- une politique socio-économique de long terme favorisant un rééquilibrage des populations urbaines et rurales, cohérent avec les objectifs d'agriculture écologique, de souveraineté alimentaire et de soins aux écosystèmes ;
-
- une politique de planning familial basée sur de bons systèmes de sécurité sociale, assurant la sécurité d'existence et des pensions suffisantes, incluant le droit des femmes à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception gratuites.

3.1.4. Ce programme n'est pas exhaustif : il est et continuera d'être enrichi continuellement par les luttes concrètes. Ce qui est commun se définit par le processus social de sa construction démocratique, et non par la nature qui ferait de certaines choses des « communs », tandis que d'autres seraient vouées à l'appropriation privée. Les revendications ci-dessus ne forment donc pas une solution clé sur porte : elles indiquent la voie générale à suivre pour une issue anticapitaliste, écosocialiste, internationaliste et écoféministe qui modifiera toutes les sphères d'activité (production, distribution, consommation) et s'accompagnera d'un profond changement des valeurs. Elles sont applicables séparément, mais une sortie de crise n'est possible que par leur application coordonnée et planifiée.

3.1.5. L'ensemble forme un tout cohérent, incompatible avec le fonctionnement normal du système capitaliste. Il n'y a pas d'autre solution permettant de faire face à l'urgence de la situation. Cette solution répond à la contradiction majeure du capitalisme déjà mise en lumière par Marx et qui est aujourd'hui plus aiguë que jamais : alors que la force productive générale de la société (les sciences et la technologie) permettrait de réduire radicalement le temps de travail, de rendre au travail son sens d'activité collective consciente, productrice d'un bien vivre auquel chacun-e contribue selon ses capacités, l'accumulation de valeur continue à dépendre du vol du temps de travail d'autrui, base misérable dont le capitalisme ne peut se passer, car elle est son essence même. Dans ce cadre, il faut souligner l'importance stratégique de la réduction radicale du temps de travail sans perte de salaire et de l'extension de la sphère de la gratuité ainsi que de celle du secteur public sous contrôle démocratique.

3.2 Aliénation salariale et écosocialisme

3.2.1. Les exploité-e-s et les opprimé-e-s peuvent seul.e.s mener la lutte environnementale jusqu'au bout, parce que l'abolition du système capitaliste correspond à leur intérêt de classe, mais le capital exploite le travailleur-la travailleuse en se l'incorporant par l'achat de sa force de travail. La chosification et la destruction de l'environnement ne sont donc pas une conséquence extérieure au rapport salarial d'exploitation mais un trait constitutif de celui-ci, au même titre que la chosification et la destruction des salarié-e-s eux-mêmes, au même titre aussi que l'invisibilisation du travail de reproduction ou que la ruine du petit paysan. Dans les circonstances

« normales » au mode de production capitaliste, l'existence quotidienne des prolétaires dépend du fonctionnement du système qui les mutile directement et indirectement - en mutilant leur environnement. Cette contradiction rend très difficile d'entraîner le mouvement ouvrier dans la lutte écologique. La difficulté augmente dans la période actuelle du fait du chômage de masse, des reculs de la conscience de classe et de la dégradation des rapports de forces avec le patronat.

3.2.2. Les directions majoritaires du mouvement syndical se sont alignées sur la collaboration de classe avec le projet du « capitalisme vert » : la « transition juste » « dans le respect de la compétitivité des entreprises » (résolution de Vancouver de la CSI) et le « développement durable ». Elles ont l'illusion que la transition capitaliste, à condition d'être concertée, réduira massivement le chômage en relançant la croissance grâce à la production « verte ». Face à ce courant syndical dominant, certains secteurs penchent vers le populisme et le protectionnisme, voire le climato-négationnisme, en réaction au fait que la défense du climat sert de prétexte à des attaques capitalistes, ou dans l'illusion qu'ils pourront ainsi éviter la destruction de l'emploi dans les secteurs fossiles ou liés aux fossiles. Susciter un débat sur les alternatives écosocialistes et contribuer à dégager au sein des syndicats une gauche de rupture avec le capitalisme et la collaboration de classe est donc une tâche de première importance stratégique.

3.2.3. Des secteurs de gauche participent aux luttes environnementales - sur base notamment de l'exigence de socialisation de l'énergie (« Trade Unions for Energy Democracy ») et de la création d'emplois climatiques. Toutefois, ces secteurs sont en général minoritaires et ne sont pas toujours clairement antiproductivistes. Les développer, les coordonner et les radicaliser demande beaucoup de patience et de tact. C'est possible, car la conscience de la gravité de destruction écologique de la planète par la course au profit grandit aussi dans de larges couches de la classe ouvrière. Elle grandit d'une façon diffuse, qui débouche trop peu sur des positions écologiques assumées par des secteurs du mouvement ouvrier, mais elle se matérialise à d'autres niveaux et peut se révéler brusquement en cas de mobilisation d'ensemble. Hors de telles mobilisations, les énormes contraintes objectives de la transition - en particulier la nécessité d'une décroissance globale de la production matérielle pour stabiliser le système climatique - paraissent irréalisables au plus grand nombre, ce qui contribue à alimenter un sentiment d'impuissance, ou le repli sur les changements individuels de modes de vie.

3.2.4. La défense de la santé des travailleur-euse-s est un moyen important par lequel la lutte écologique peut être prise en charge par le syndicalisme en tant que tel. En effet, la dégradation des rapports de forces entre capital et travail se traduit notamment par une détérioration des conditions de travail, et celle-ci entraîne une aggravation des atteintes capitalistes à la santé des travailleur-euse-s, en particulier des plus précaires. La lutte contre l'augmentation des maladies professionnelles constitue ainsi un levier pour favoriser chez les salarié-e-s la conscience du fait que le Capital détruit à la fois la Terre et le travailleur/la travailleuse. Cette destruction prend aussi la forme de la montée des risques psycho-sociaux, qui n'est pas due seulement aux formes d'organisation et de contrôle du travail, mais aussi aux dégâts environnementaux que de nombreux travailleur-euse-s sont contraints de réaliser sur ordre du capital. Cette défense de la santé est aussi un levier pour la convergence souvent difficile des revendications des travailleur-euse-s des entreprises polluantes, des populations environnantes -qui subissent elles aussi cette pollution- et des mouvements pour l'environnement.

3.2.5. Les plans de création d'emplois par une transition écologique régulée (« One million Climate Jobs », etc.) constituent un autre moyen d'entraîner le monde du travail dans la lutte pour l'environnement, en liant cette lutte au combat pour la défense et l'extension d'un secteur public sous contrôle démocratique des populations. Mais il ne suffit pas de montrer que la transition peut créer des emplois, il faut aussi respecter les contraintes écologiques et le principe de la responsabilité différenciée du Nord et du Sud dans le réchauffement. Les travailleur-euse-s d'une entreprise ou d'un secteur qui exigent le maintien de leur emploi par la reconversion dans des productions vertes doivent être soutenus inconditionnellement. Cependant, des plans d'ensemble pour créer des « emplois climatiques » à l'échelle de pays développés ne peuvent pas contourner la nécessaire réduction globale de la production matérielle. Il est dès lors décisif que ces plans intègrent la réduction collective radicale du temps de travail sans perte de salaire, aux côtés des revendications en faveur du développement du secteur public. La RCTT est une revendication antiproductiviste par excellence. Marx l'avait déjà noté : c'est le moyen privilégié de « gérer rationnellement les échanges de matière avec la nature dans le respect de la dignité humaine », c'est-à-dire de concilier plein emploi et suppression des productions inutiles, nuisibles et à obsolescence programmée.

3.3 Luttes des femmes et écosocialisme

3.3.1. Ce sont les peuples indigènes, les paysans et la jeunesse qui sont à l'avant-garde des luttes environnementales, et les femmes jouent un rôle de premier plan dans ces trois secteurs. Cette situation est le produit de leur oppression spécifique, pas de leur sexe biologique. L'oppression patriarcale impose aux femmes des fonctions sociales directement liées au « prendre soin » et qui les mettent en première ligne des défis environnementaux. Parce qu'elles produisent 80% de la production vivrière dans les pays du Sud, les femmes sont directement confrontées aux ravages du changement climatique et de l'agro-business. Parce qu'elles assument la plus grande partie des tâches d'éducation des enfants et d'entretien de la maison, les femmes sont directement confrontées aux effets de la destruction et de l'empoisonnement de l'environnement sur la santé et sur la scolarité.

3.3.2. Sur le plan idéologique, les mouvements de femmes gardent la mémoire des expériences d'instrumentalisation du corps des femmes au nom de la science (campagnes de stérilisation forcées, etc.), ce qui favorise une vision critique de la pseudo-rationalité scientifique mécaniste en tant qu'instrument de domination et de manipulation.

3.3.3. Les femmes ont de plus un apport particulier, précieux et irremplaçable au développement d'une conscience anticapitaliste globale, qui favorise l'intégration des luttes. En luttant contre l'appropriation patriarcale de leur corps ainsi que de leur capacité naturelle de reproduction, et contre l'exploitation du travail domestique gratuit dont elles réalisent la plus grande part, les femmes stimulent la compréhension du fait que le capitalisme repose non seulement sur l'appropriation de la nature et l'exploitation de la force de travail par le salariat mais aussi sur l'invisibilisation patriarcale du travail de soin et de reproduction de la force de travail. Or ces trois piliers du capitalisme ont en dernière instance un dénominateur commun qui est l'appropriation des ressources naturelles, dont la force de travail humaine fait partie. Les luttes des femmes (i) pour le droit de contrôler leur corps, leur sexualité et leurs capacités reproductives, (ii) contre les discriminations sexistes dont elles sont victimes sur le marché de l'emploi salarié et dans la production en général, ainsi que (iii) pour la reconnaissance sociale et le partage du travail domestique font ainsi partie intégrante du combat écosocialiste, qu'elles approfondissent et dont elles élargissent les horizons.

3.4 Question agraire et écosocialisme

3.4.1. Les paysan-ne-s et ouvrie-ère-s agricoles constituent à l'échelle mondiale le secteur social le plus massivement engagé dans la lutte environnementale en général, climatique en particulier. Ce rôle d'avant-garde est la riposte à l'agression brutale du capital qui veut éliminer les paysan-e-s indépendant-e-s pour en faire des salarié-e-s agricoles ou des travailleurs franchisés - produisant des marchandises médiocres à bon marché pour le marché mondial plutôt que des produits vivriers de qualité pour les populations locales - ou des chômeurs pesant sur les salaires. Elle est le résultat aussi du travail d'organisation et de conscientisation mené par des syndicats paysans tels que Via Campesina.

3.4.2. A la différence des salarié-e-s, les petit-e-s paysan-ne-s ne sont pas incorporé-e-s au capital. Quoique la production pour le marché tende à leur imposer des objectifs et des méthodes productivistes, ils/elles gardent aussi la mentalité de l'artisan soucieux de faire « de la belle ouvrage ». Agressés par un ennemi capitaliste puissant, ils/elles se mobilisent pour garder ou reconquérir la propriété de leurs moyens de production. Mais le rapport de force très inégal face à l'agro-business et à la grande distribution les pousse à chercher des alliances avec d'autres mouvements sociaux, notamment avec les salarié-e-s. Ils-elles comprennent aussi le surcroît de légitimité que peut leur conférer le fait d'explicitier et d'assumer l'importance écologique de leurs luttes. Quant aux ouvrier-ère-s agricoles, surtout les saisonniers sans papiers surexploité-e-s, ils - elles surtout - n'ont quasiment aucune perspective, ni de devenir paysan-ne-s, ni de sortir des marges ultra-précaires du salariat. La lutte anticapitaliste est leur seule alternative.

3.4.3. L'importance de la question agraire ne doit pas être jugée à l'aune de la proportion d'agriculteurs/trices dans la population active, mais à partir de cinq faits objectifs :

3.4.3.1.- Les défis de l'alimentation humaine et les menaces que la grande distribution, l'agro-business et la pêche industrielle font peser à la fois sur les paysans, les pêcheurs, les communautés, les consommateurs, la santé humaine et l'environnement, ainsi que sur les luttes d'émancipation en général (par le truchement de la dépendance vis-à-vis des marchés mondiaux, qui donne aux multinationales un terrible moyen de pression sur les peuples). Les changements de comportements des consommateurs ne peuvent pas piloter la transition écologique, mais leurs choix en matière d'alimentation peuvent soutenir au niveau des filières de production des réorientations qui ont un impact écologique significatif, ce qui peut contribuer aussi à battre en brèche le sentiment d'impuissance face à la crise écologique. En même temps, cette question a un caractère de classe aigu, car les choix des consommateurs

sont limités par l'abaissement de la valeur de la reproduction de la force de travail et par les politiques salariales qui appauvrissent les travailleur-euse-s. La grande distribution « low cost » joue ainsi un rôle majeur : elle assure de manière contrainte une demande solvable de masse pour la malbouffe et pour les produits médiocres de l'agrobusiness, y compris à l'aide du « micro-crédit ». Les modes de production agraires sont donc au centre d'enjeux décisifs de santé humaine et de la protection de l'environnement qui révèlent la force destructive du capital. La revendication de « souveraineté alimentaire » permet d'unifier consommateurs et producteurs autour d'un combat et de pratiques générateurs de conscience anticapitaliste.

3.4.3.2.- Le rôle important des femmes dans la production agricole et l'impact de l'oppression des femmes sur le déficit productif. Les femmes constituent 43% de la main-d'oeuvre agricole dans les pays dits « en développement ». La discrimination patriarcale se traduit dans la taille plus petite de leurs exploitations et de leur cheptel, le niveau plus faible de mécanisation, une charge de travail plus lourde pour un rendement plus faible (par suite du poids des corvées non productives - eau et bois), un accès moindre à la formation ainsi qu'au crédit (mais une part plus importante que les hommes dans le micro-crédit) et, pour les salariées, des statuts plus précaires que ceux des hommes. L'émancipation des agricultrices en tant que femmes est une des conditions déterminantes pour relever à la fois le défi de l'alimentation et celui d'une agriculture écologique. C'est donc un enjeu écosocialiste en soi.

3.4.3.3.- La filière agricole-forestière dans son ensemble (y compris l'amont - la production des intrants, des machines, etc - et l'aval - la transformation et la distribution) est responsable de plus de 40% des émissions de gaz à effet de serre. L'agrobusiness est en outre un agent clé de l'empoisonnement chimique de la biosphère, tandis que la pêche industrielle et la pollution des eaux par l'agrobusiness sont des facteurs déterminants du déclin de la biodiversité dans les milieux aquatiques. En même temps, le réchauffement menace la productivité des terres et l'acidification due au réchauffement menace celle des écosystèmes aquatiques.

3.4.3.4.- Le déclin de la biodiversité ne sera pas stoppé principalement par la création de réserves naturelles mais par le développement d'une agriculture écologique à la place de l'agrobusiness. Par ailleurs, réduire les émissions de gaz à effet de serre à zéro n'est plus suffisant pour enrayer le changement climatique. Il faut dans les décennies qui viennent retirer du carbone de l'atmosphère. L'agriculture paysanne et une foresterie rationnelle sont les seuls moyens d'y arriver efficacement et sans dangers, sans recourir ni à la géoingénierie ni à l'instrumentalisation/ appropriation/ marchandisation généralisée des écosystèmes. Ainsi, la protection de la biodiversité et celle du climat 1°) renforcent la nécessité de l'alternative écosocialiste 2°) fondent matériellement la place décisive de l'alternative agroécologique paysanne/alimentaire dans cette alternative d'ensemble.

3.4.3.5.- Le passage à une agriculture (et à une pêche, et à une sylviculture) écologiques constitue une condition majeure de construction d'une société écosocialiste, du même niveau d'importance que la démocratie des producteurs et l'utilisation d'une énergie 100% renouvelable. Or, cette agriculture est plus intensive en main-d'oeuvre que l'agriculture industrielle. Le passage à une sylviculture soutenable et la restauration/protection des écosystèmes impliquent eux aussi une augmentation de la part de la population investie dans ces activités. Or, l'exemple des pays - comme le Venezuela - où la quasi-totalité de la population s'est urbanisée et dépend quasi-exclusivement du marché mondial pour son alimentation, montre qu'il est très difficile de renverser la tendance. Eviter d'en arriver à ce point extrême requiert une politique de longue haleine de revalorisation des métiers agricoles, de formation des travailleurs et d'équipement des zones rurales en infrastructures et en services aux personnes.

3.5 Peuples indigènes, buen vivir et écosocialisme

3.5.1. En Amérique du Nord, Centrale et du Sud, en Afrique, en Asie et en Océanie, les peuples premiers sont également en première ligne. Leur combat se combine souvent à celui des paysans et des communautés rurales, mais il est spécifique. Les peuples premiers produisent leur existence sociale à partir d'une relation directe avec l'environnement qu'ils ont façonné et qui constitue leur cadre de vie. De ce fait, ces peuples sont dans le chemin de nombreux acteurs capitalistes très puissants et avides de ressources naturelles à piller: multinationales pétrolières, gazières, minières, du bois, de la pâte à papier, de la viande, de l'agrobusiness, du secteur pharmaceutique, sans compter les financiers de la « compensation carbone » déguisés en défenseurs écologiques de la forêt (et ONG environnementalistes complètement intégrées au capitalisme vert et au dispositif impérialiste). Tous ces pillards extractivistes agissent en règle générale avec la complicité des gouvernements nationaux et des autorités locales, qui invoquent les objectifs du développement et les besoins de l'écologie pour dissimuler leur appât du gain et leur mépris néocolonial à l'égard des peuples indigènes. De leur côté, ceux-ci ne disposent généralement d'aucun titre de propriété sur les ressources de leur environnement. Ils n'ont d'autre moyen que la lutte pour ne pas finir en

salarié-e-s agricoles misérables ou en sous-prolétaires dans un bidonville. Par leur lutte, les peuples premiers protègent et font connaître leur cosmogonie, qui est une richesse précieuse pour l'ensemble de l'humanité et une source d'inspiration pour l'écossocialisme. Mais ce n'est pas cette cosmogonie qui explique leur rôle d'avant-garde : celui-ci découle plutôt du fait que ces peuples sont poussés le dos au mur dans leurs derniers retranchements après des siècles de spoliation, d'exploitation et d'humiliations coloniales. Dans ce combat inégal, ils utilisent pleinement et à juste titre la « crise écologique » pour trouver des alliés parmi les autres mouvements sociaux et améliorer ainsi le rapport de forces en leur faveur.

3.6 Autogestion, contrôle et débouché politique

3.6.1. Les profonds changements de mode de vie et de perspectives de développement que la transition écologique nécessite ne pourront pas être imposés d'en haut, de façon autoritaire ou technocratique. Ils ne sont réalisables que si la majorité de la population acquiert la conviction qu'ils sont indispensables et compatibles avec une amélioration significative de ses conditions d'existence, donc désirables. Il s'agit de propager l'éducation permanente sur la gravité de la destruction environnementale et ses causes. Face à l'impuissance capitaliste, il s'agit de stimuler des processus démocratiques de contrôle actif, de prise en charge de la transition, d'intervention dans la décision publique, voire d'appropriation commune de la production et de la reproduction sociale, ainsi que de protection des écosystèmes menacés. Par leur nature même, ces processus se combinent avec les luttes des nationalités opprimées pour leurs droits sociaux et leur droit démocratique à l'auto-détermination. Il s'agit d'esquisser en pratique l'invention de relations émancipées entre les êtres humains, et entre l'humanité et le reste de la nature, pour montrer qu'un « autre monde est possible ». Il s'agit, à travers ces pratiques, et à partir des secteurs sociaux les plus engagés dans les luttes, de peser sur le mouvement ouvrier pour combattre l'influence du productivisme en son sein.

3.6.2. Le mouvement pour le désinvestissement des énergies fossiles et le mouvement des villes en transition doivent être encouragés et soutenus activement. D'une manière générale, les expériences de contrôle ouvrier, de contrôle citoyen, de gestion participative, voire d'autogestion, ainsi que les luttes des femmes pour la reconnaissance sociale et le partage des tâches domestiques, créent un terrain propice à la formation d'une conscience et d'un projet anticapitalistes incluant la dimension écossocialiste. Les expériences d'agriculture écologique coopérative, notamment, en Europe mais surtout en Amérique Latine, en font la démonstration, et ont une influence aussi dans le mouvement ouvrier. De nombreuses expériences de production en autogestion impliquent d'ailleurs des travailleur.euse.s licencié.e.s, des exclu.e.s et des précaires, voire des sans-papiers et des demandeurs d'asile. Ces alternatives apportent une réponse immédiate à l'exclusion sociale massive et permanente, qui dégrade l'existence et la dignité des personnes. Elles ont une place importante dans une stratégie écossocialiste parce qu'elles refusent le fatalisme, créent des solidarités, débordent les cercles de militants de l'environnement. C'est cependant une illusion de croire que leur généralisation par contagion à l'ensemble de la société permettrait d'éviter la catastrophe écologique: les mesures socio-économiques structurelles - en priorité la socialisation du crédit et de l'énergie - sont incontournables. Les initiatives de transition doivent s'articuler sur l'exigence d'une planification démocratique de la transition incluant à la fois la satisfaction des besoins sociaux et le respect des contraintes écologiques. Faute d'une telle articulation, ces initiatives peuvent avoir des effets de dépolitisation, voire constituer une voie de garage.

3.6.3. La lutte contre les grands travaux fossiles est un élément clé du mouvement général d'ingérence, de contrôle et de prise en charge de la transition. Les manifestations de masse, les occupations de sites, de mines, et les campagnes de désobéissance civile permettent de s'opposer concrètement à la dynamique « croissantiste » et « extractiviste » du capital. Ces combats ont une importance clé dans la défense des écosystèmes et des communautés humaines qui y vivent/qui les ont façonnés. Ils ont une importance stratégique dans la défense du climat, car le niveau actuel des infrastructures constitue un goulot d'étranglement pour la valorisation des réserves de capital fossile. Ils constituent un moyen privilégié de jeter au niveau des territoires des ponts entre les luttes des paysans, des peuples indigènes, de la jeunesse, des femmes et, à partir de là, d'interpeller le mouvement ouvrier pour qu'il rejoigne la lutte. La mise en réseau internationale de ces résistances permet d'améliorer le rapport de forces, de dissiper les accusations de NIMBY et de renforcer la légitimité des revendications. Dans certains cas, cela permet de déboucher sur des victoires partielles, voire d'imposer des réformes qui, tout en restant dans le cadre capitaliste, peuvent servir de points d'appui aux radicalisations ultérieures.

3.6.4. La nécessaire convergence des luttes sociales et environnementales ne vise pas un rassemblement sur un compromis stable entre l'environnement et le social. C'est un processus dynamique de clarification, de recomposition et de radicalisation. Un tel processus implique de multiples conflits entre secteurs sociaux, en particulier des conflits avec des secteurs du mouvement ouvrier qui pratiquent la collaboration de classe avec le

productivisme. Tout en faisant preuve du sens tactique indispensable, et en insistant sur les avantages de la transition écologique pour le monde du travail (notamment en termes d'emplois et de santé), il peut être nécessaire d'oser le conflit avec les travailleurs-euses et le mouvement ouvrier sous influence productiviste. Ce conflit doit alors être conçu et utilisé soigneusement, sans provocation, pour susciter un débat sur les alternatives, trouver des alliés et réveiller dans le monde du travail un sens des responsabilités humaines plus profond et plus fondamental que le sens des responsabilités subsumé par le capital. De la sorte, la lutte écosocialiste peut contribuer à dégager au sein des syndicats une gauche de rupture avec le capitalisme et la collaboration de classe.

3.6.5. Gagner le mouvement ouvrier et les autres mouvements sociaux à la lutte pour un programme de transition écosocialiste n'est réalisable en définitive que par l'émergence d'alternatives politiques à vocation majoritaire, qui se fixent l'objectif de prendre le pouvoir gouvernemental pour mettre en œuvre un plan global de réformes de structures anticapitalistes satisfaisant à la fois les besoins sociaux et les contraintes environnementales. Sans la construction de telles alternatives politiques, et sans leur articulation sur les mouvements sociaux, cette satisfaction conjointe sera toujours une chimère, de sorte que l'environnemental sera sacrifié sur l'autel du social, ou que celui-ci sera sacrifié sur l'autel de celui-là. La constitution d'un gouvernement écosocialiste qui rompt avec le capitalisme en s'appuyant sur la mobilisation sociale est la clé de voûte d'un programme d'urgence écosocialiste. Mais il n'y a pas d'écosocialisme possible dans un seul pays. La formation d'un tel gouvernement n'est à son tour qu'une étape transitoire d'un processus permanent qui vise au renversement du capitalisme sur toute la surface du globe. Ce gouvernement jette ainsi un pont vers une issue internationaliste révolutionnaire à la crise systémique du capitalisme.

3.7 Technologies, autogestion et décentralisation

3.7.1. « La Commune est la forme politique enfin trouvée de l'émancipation du travail », écrivait Marx dans ses leçons de la Commune de Paris. Au 19^e siècle, le capitalisme a créé un système énergétique de plus en plus uniforme et centralisé, dont la maîtrise technique et politique impliquait respectivement un ample appareil bureaucratique et un système complexe de délégations de pouvoir. Ce système n'est évidemment pas la cause de la dégénérescence bureaucratique de l'URSS - qui a découlé avant tout de la contre-révolution stalinienne - mais il l'a favorisée dans une certaine mesure. A l'inverse, la souplesse et la modularité des technologies renouvelables ne donnent pas de garantie d'un socialisme démocratique, mais ouvrent de nouvelles possibilités de réformes de structure anticapitalistes visant un développement territorial décentralisé, organisé autour du contrôle démocratique par les communautés locales de la ressource énergétique renouvelable disponible sur place et de son usage. C'est le cas en particulier pour l'utilisation du potentiel solaire (centrales thermosolaires) dans les régions semi-désertiques, du potentiel hydroélectrique (micro-centrales comme alternative aux méga-barrages) dans les régions montagneuses, du potentiel éolien et marin dans les îles et les régions côtières, etc. Mais la réalisation de ces possibilités dépend de la lutte des classes. La confiscation d'une partie seulement des fortunes accumulées par les pétromonarchies arabes suffirait à financer des projets régionaux de développement alternatif du Proche- et du Moyen Orient basés sur l'énergie solaire et orientés vers la satisfaction des besoins sociaux à l'échelle locale. Dans le même ordre d'idées, il est déplorable que les gouvernements latino-américains dits « progressistes » n'aient pas investi les revenus de l'exploitation fossile dans des plans de transition sociale et écologique visant un autre type de développement, décentralisé, démocratique, plus équilibré entre villes et campagnes, axé sur les communautés et basé sur le 100% renouvelables.

3.7.2. Les technologies énergétiques renouvelables modifient aussi l'articulation entre mesures structurelles et expériences de contrôle ou d'autogestion au niveau des territoires, celles-ci voyant s'ouvrir de nouvelles possibilités d'autonomie énergétique. Le projet d'une société écosocialiste démocratique basée sur un réseau d'organes de pouvoir décentralisés regagne ainsi en actualité et en crédibilité. Ce terrain de lutte est particulièrement important pour les pays du Sud, dans le cadre d'un modèle de développement alternatif au modèle impérialiste incluant aussi la souveraineté alimentaire.

3.8 Destruction environnementale et engagement social des scientifiques

3.8.1. Les réponses capitalistes sont insuffisantes écologiquement et injustes socialement parce que biaisées par l'assimilation des règles sociales du marché à des lois naturelles incontournables. Cette réalité pousse certains scientifiques à s'engager sur le terrain des luttes. Leur engagement a pour toile de fond la critique face à la parcellisation croissante de la recherche et à sa subordination de plus en plus forte aux besoins du capital et à sa temporalité. Un nombre minoritaire mais croissant de chercheur-euse-s perçoivent la nécessité de l'interdisciplinarité et de la transdisciplinarité qui implique la collaboration avec les milieux sociaux. Dans ce contexte, une opportunité se fait jour de redéfinir « le savoir », de le désenclaver et de le retourner contre le capital.

Elle est encore accrue par la montée dans certains secteurs de la classe dominante de l'irrationnel et du déni des faits objectifs, deux traits réactionnaires incarnés notamment par Donald Trump. Les écosocialistes doivent contribuer à ce que cette opportunité soit saisie à pleines mains. Il ne s'agit pas de soumettre le mouvement social à la dictature de « la science » ou des experts mais au contraire de mettre l'expertise au service du mouvement social et de la soumettre à sa critique. Cela peut accroître grandement la crédibilité et la légitimité des options anticapitalistes. En particulier, l'expérience de coopération internationale des scientifiques est un atout important pour développer l'internationalisme.

3.9 Auto-organisation des populations touchées

3.9.1. Les moyens de conjurer LA catastrophe qui vient sont terriblement en retard par rapport aux exigences. DES catastrophes écologiques « anthropiques » sont donc appelées à se multiplier, en particulier du fait de phénomènes météorologiques extrêmes (inondations, cyclones, etc). Cela crée des situations de désorganisation et de chaos qui sont exploitées par les spéculateurs et instrumentalisées à des fins de domination (politique, économique, géostratégique). En même temps, ces mêmes situations peuvent être propices à des initiatives de construction de réseaux de solidarité alternatifs aux agences impérialistes, ainsi que d'auto-organisation de l'aide, de l'accueil des réfugié.e.s, voire de la reconstruction et de la vie sociale en général. Ces initiatives bénéficient alors d'une grande légitimité car elles deviennent vitales en ces circonstances et sont plus efficaces que l'aide internationale. Le facteur subjectif est déterminant pour que des possibilités de ce genre se concrétisent. Cette perspective fait partie intégrante de notre stratégie écosocialiste en tant que stratégie révolutionnaire. De manière plus générale, l'impuissance capitaliste persistante face au développement de la crise écologique contribue à créer une situation objectivement propice, soit à la barbarie, soit à la révolution.

3.10. Localisation, autogestion et internationalisme

3.10.1. Dans le plan d'urgence écosocialiste, les exigences de localisation de la production et de souveraineté alimentaire s'inscrivent dans une perspective autogestionnaire et internationaliste radicalement opposée à la fois à la mondialisation capitaliste et au libre-échange, d'une part, au protectionnisme capitaliste et à la souveraineté nationale, d'autre part. Dans les pays développés en particulier, la plus grande vigilance est de rigueur face aux tentatives de récupération par l'extrême-droite ou la droite extrême. Celles-ci tentent de dévoyer les revendications écologiques vers de pseudo-réponses nationalistes qui sont toujours au service du capital et font le pont vers les thèmes racistes, islamophobes et réactionnaires-traditionnalistes en général. Les demandes de localisation de la production et de souveraineté alimentaire sont un des terrains de prédilection de ces tentatives. Il est donc crucial de cadrer ces demandes soigneusement, pour éviter toute récupération.

3.10.2. Nous nous opposons aux délocalisations d'entreprises vers des pays à bas coûts, et sommes partisans de la localisation de la production en général, mais n'appuyons pas la demande de relocalisation d'entreprises qui ont délocalisé. L'idée de relocalisation implique en effet que des travailleur.euse.s des pays à bas coûts devraient perdre leur emploi pour que ceux-celles des pays impérialistes regagnent le leur. Au lieu d'unir les salarié.e.s des différents pays face à leurs exploités, cette revendication les met en concurrence, et les désarme par conséquent face aux exigences patronales de compétitivité sur les marchés. La localisation de la production s'inscrit dans un tout autre projet, qui part des besoins écologiques et sociaux, en particulier du droit à l'emploi et au revenu pour tous et toutes, à proximité de leur lieu de vie. De même, la souveraineté alimentaire, pour nous, n'est pas une souveraineté nationale mais une souveraineté au niveau des territoires définis comme des ensembles géophysiques, indépendamment des frontières des Etats. Cette souveraineté alimentaire ne s'inscrit pas dans la tendance nationaliste à fermer les frontières, mais au contraire dans une tendance internationaliste à les abolir, afin de laisser le champ libre à la mise en réseau des territoires autogérés, à leurs échanges et à la centralisation politique au sein de régions géographiques plus vastes. Cette mise en réseau est en effet indispensable non seulement pour des raisons économiques et sociales, mais aussi pour des raisons écologiques telles que la nécessité d'une gestion intégrée au niveau des grands bassins hydrographiques, par exemple.

3.10.3. D'une manière générale, les formules de « protectionnisme de gauche et solidaire » accréditent l'idée que la concurrence des pays à bas salaire et qui ne protègent pas l'environnement sont la cause décisive des pertes d'emploi industriels dans les pays développés. Or, la cause principale de ces pertes d'emploi est la hausse de la productivité du travail dans un contexte où le mouvement historique de réduction du temps de travail est bloqué du fait de la dégradation des rapports de forces. En adoptant la vision obsolète d'une économie mondiale basée sur la concurrence entre pays, alors que le rôle dominant est joué par les multinationales, les « protectionnistes de gauche » détournent l'attention de la contradiction capital-travail au profit d'un front interclassiste de défense de la compétitivité. Le « protectionnisme de gauche » se veut internationaliste, mais il escamote la concurrence

destructrice des exportations de produits agricoles à bas coûts des pays développés dans les pays du Sud, et autres manifestations de la domination impérialiste. Le danger de contamination raciste à partir des positions souverainistes est significatif. En effet, dans les pays plus développés, on glisse facilement de la défense de l'emploi par la sauvegarde de la compétitivité des entreprises contre la concurrence des pays à bas salaire à la défense de l'emploi par la lutte contre la concurrence des travailleurs sans papiers ou détachés, puisque ceux-ci représentent pour ainsi dire "un tiers-monde à domicile". C'est précisément dans ce piège mortel que l'extrême-droite veut attirer le mouvement ouvrier et le mouvement de défense de l'environnement.

3.10.4. Face à un gouvernement écosocialiste qui commencerait effectivement à rompre avec la logique capitaliste en s'appuyant sur la mobilisation des exploité-e-s et des opprimé-e-s, nous défendrions évidemment le droit pour ce gouvernement de protéger sa politique par des mesures telles que le monopole du commerce extérieur, le contrôle des mouvements de capitaux etc. Mais il ne s'agit pas dans ce cas de protéger les entreprises capitalistes contre la concurrence internationale : il s'agit au contraire de protéger la politique anticapitaliste tout en appelant les exploité-e-s et opprimé-es d'autres pays à lutter pour que ce succès se propage à d'autres pays, dans une perspective internationaliste de renversement du capitalisme mondial. Une telle politique est aux antipodes du « protectionnisme », qui revient toujours à subordonner les revendications écologiques et sociales aux besoins de renforcement du capitalisme national sur le marché mondial, c'est-à-dire en dernière instance... au libre échange.

3.10.5. L'écosocialisme peut commencer au niveau national, mais ne peut être réalisé pleinement qu'à l'échelle mondiale, car la gestion rationnelle et prudente du système terrestre demande une planification démocratique mondiale. Le travail scientifique mondial réalisé par des organismes comme le GIEC, l'IGBP et d'autres montre que cette planification démocratique mondiale est possible. Ce que les scientifiques peuvent faire à leur niveau pourrait également être fait par des représentants démocratiquement élus des mouvements sociaux, et en partie fait aujourd'hui par des organisations comme Via Campesina et d'autres syndicats.